



***MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE PASSE EN
APPLICATION DE L'ARTICLE R.2123-1 DU CODE DE LA
COMMANDE PUBLIQUE***

**LES PLIS SERONT DEPOSES PAR VOIE DEMATERIALISEE via le profil
acheteur du pouvoir adjudicateur.**

N° de marché : 240006

Nomenclature interne : N24P13

Code CPV : 90713000- 8

Personne publique contractante : Nîmes Métropole agissant en tant que pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions des articles L 2113-6 à L 2113-8 du Code de la commande publique.

Mode de passation et forme du marché : Le présent marché est passé selon une procédure adoptée en application de l'article R.2123-1 du Code de la commande publique et la computation du seuil de nomenclature interne de Nîmes Métropole N24P16.

Les prestations seront rémunérées par application d'un prix forfaitaire.

Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique :

Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération de NÎMES METROPOLE

Ordonnateur :

Monsieur le Président de la Communauté d'agglomération de NÎMES METROPOLE

Comptable public assignataire des paiements :

Monsieur le Receveur Communautaire pour Nîmes Métropole

Le présent marché a pour objet :

MISE A JOUR DU BILAN CARBONE REGLEMENTAIRE ET ELABORATION DU PLAN DE TRANSITION DE NIMES METROPOLE

I / ENGAGEMENT FINANCIER DU CANDIDAT

I.1 Contractant

Nom, prénom, qualité et adresse professionnelle du signataire :

M
.....
.....
.....
.....

Adresse courriel :

☐ agissant pour mon propre compte¹ ;

☐ agissant pour le compte de la société² :

.....
.....
.....
.....

☐ agissant en tant que mandataire du groupement solidaire³

☐ agissant en tant que mandataire solidaire du groupement conjoint

☐ agissant en tant que mandataire non solidaire du groupement conjoint

pour l'ensemble des prestataires groupés qui ont signé la lettre de candidature du
...../...../.....

- après avoir pris connaissance des clauses administratives particulières (II) et des documents qui y sont mentionnés,
- et après avoir fourni les pièces prévues à l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique,

Je m'**ENGAGE** ou j'**ENGAGE le groupement dont je suis mandataire**⁴, sans réserve, conformément aux conditions, clauses et prescriptions imposées par les clauses administratives particulières, à exécuter les prestations qui me concernent, dans les conditions ci-après définies.

I.2 Prix du marché :

Ce prix est global et forfaitaire. La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figure en annexe 1 des présentes.

¹ Cocher la case correspondante à votre situation

² Indiquer le nom, l'adresse, le numéro SIREN, Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement ou répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement ou les références de son inscription à un ordre professionnel ou référence de l'agrément donné par l'autorité compétente quand la profession à laquelle il appartient est réglementée

³ Cocher la case correspondante à la nature de votre groupement

⁴ Rayer la mention inutile

Le prix du marché est fixé à :

- Montant hors taxe..... : € H.T.
- TVA (taux de %) :
- Montant TTC : € T.T.C.
- Soit en lettres :

.....
.....
..... € T.T.C.

Le délai de validité des offres est fixé à **90 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

En cas de prestations similaires à celles qui ont été réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché, celui-ci pourra se voir notifier un nouveau marché dans les conditions de la procédure négociée décrite à l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu n'excédera toutefois pas trois ans à compter de la notification du marché initial.

Le montant des prestations similaires ne pourra excéder le montant maximum déterminant le seuil de publicité et de mise en concurrence de la procédure applicable au marché initial.

I.3 Délai :

Le marché est conclu pour une durée de 8 mois qui court à compter de la date de notification du marché au titulaire.

Les délais particuliers applicables à l'exécution des prestations sont ceux définis dans le mémoire technique du titulaire.

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, le pouvoir adjudicateur peut décider, au terme de chacune de ces parties, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

I.4 : Paiement :

Le paiement des sommes dues au titre du marché sera effectué sur le compte suivant :

- *Compte ouvert à l'organisme bancaire :*
 - *A (domiciliation bancaire) :*
.....
 - *au nom de :*
 - *sous le numéro :*
 - Code banque : Code guichet : Clé :
.....
- (Joindre un R.I.B./I.B.A.N.)**

J'affirme (nous affirmons) sous peine de résiliation du marché, ou de mise en régie à mes (nos) torts exclusifs que la (les) société(s) pour laquelle (lesquelles) j'interviens (nous intervenons) ne tombe(nt) pas sous le coup des interdictions découlant des articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la Commande Publique.

ENGAGEMENT DU CANDIDAT

Fait en un seul original
A
Le

Signature du candidat
Porter la mention manuscrite
« Lu et approuvé »

ACCEPTATION DE L'OFFRE PAR LE POUVOIR ADJUDICATEUR

*Est acceptée la présente offre (solution
de base)
pour valoir acte d'engagement*

A Nîmes
Le

**Signature du représentant du pouvoir
adjudicateur habilité par la
délibération n° 2020-04-001 du 16
juillet 2020**

Le Président,
Franck PROUST

II / CONDITIONS ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Article 2.1 – Pièces contractuelles

- Le présent **marché** et son annexe éventuelle en cas de sous-traitance, daté et signé, composé de ses différentes parties classées dans l'ordre de priorité suivant :
 - La partie I relative à l'engagement financier du candidat
 - La partie II relative aux conditions administratives particulières
 - La partie III relative aux clauses techniques ;
- Le **mémoire technique** du candidat ainsi que les éventuels échanges liés notamment à la négociation dans le cadre de la consultation ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire ;
- Le **Cahier des Clauses Administratives Générales** (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.
Les dispositions des CCAG sont applicables à défaut de dispositions particulières.

Article 2.2 : Prix - Modalités de paiement

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel le candidat a fixé son prix dans l'offre. Ce mois est appelé "mois zéro".

Ils sont fermes.

Modalités de paiement :

A partir du 1^{er} janvier 2020 et suite à l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 toute facture, adressée à la maîtrise d'ouvrage, quel que soit l'entreprise ou l'intervenant, devront être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le portail sécurisé CHORUS PORTAL PRO mis à disposition par l'Etat à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

A défaut d'une transmission dématérialisée, les factures seront refusées de paiement. Aucune facture papier n'est autorisée pour le paiement.

Trois possibilités s'offrent au titulaire pour transmettre une facture électronique :

1. Un mode « flux » correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information de l'émetteur ou de son tiers de télétransmission et Chorus Pro ;
2. Un mode « portail », nécessitant de la part de l'émetteur :
 - a) Soit la saisie manuelle des éléments de facturation ;

- b) Soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé dans les conditions prévues à l'article 5 de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique ;
3. Un mode « service », nécessitant de la part de l'émetteur l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Les modalités d'utilisation devront répondre aux dispositions de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Pour plus d'information, vous pouvez consulter le site Communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr> ou l'arrêté susmentionné : <https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000033607003&dateTexte=20190710>.

Les demandes de paiement devront respecter les dispositions du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique et comprendre notamment **le numéro d'engagement**.

Pour information, les numéros SIRET nécessaires à l'utilisation de CHORUS PRO sont :

- Communauté d'Agglomération Nîmes Métropole : SIRET n° 24300064300045.

Le paiement sera effectué en une fois après constatation du service fait, ou, si l'exécution est supérieure à 1 mois, sous la forme d'acomptes mensuels correspondants aux prestations réalisées.

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Lorsque la demande de paiement est dématérialisée, la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur correspond à la date de notification l'informant de la mise à disposition de la facture.

- Tout retard de paiement au-delà du délai de 30 jours donnera lieu, de plein droit et sans autre formalité, à versement d'intérêts moratoires correspondant au taux marginal de refinancement de la Banque centrale européenne, majoré de 8 points.

- Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros, en sus des intérêts moratoires (article R. 2192-35 du Code de la Commande Publique).

Article 2.3 : Normes et spécifications techniques :

Les prestations objet du marché doivent être conformes aux clauses techniques indiquées au III du présent document.

Article 2.4 : Assurances

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance en cours de validité au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du prestataire.

Article 2.5 : Pénalités

2.5-1 - Pénalités pour non respect des dispositions concernant la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 5% du montant du contrat en cas de non respect des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 dudit code.

En cas d'accord-cadre à bons de commande sans montant minimum, cette pénalité correspond à 5% du montant total de chaque bon de commande émis jusqu'à la date de constatation de l'infraction.

Résiliation du marché

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-6 à R. 2143-12 du Code de la Commande Publique, ainsi que mentionnés par l'arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics ou de refus de produire les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du Code du travail ou de non-respect des dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, il sera fait application aux torts du titulaire d'une résiliation du marché.

2.5-2 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du C.C.A.G.-PI en cas de retard dans l'exécution des prestations, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 50.00. € par jour calendaire de retard.

Conformément à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-P.I., pour les pénalités de retard, et par extension pour toutes les pénalités, celles-ci sont cumulables entre elles.

Article 2.6 : Réception et solde du marché :

Marchés de fournitures courantes et services, et de prestations intellectuelles :

L'admission des prestations par l'acheteur public vaut réception des prestations.

Cette admission peut être tacite en l'absence de décision écrite de l'acheteur dans les 15 jours suivants leur réception. Passé ce délai, le prestataire envoie sa facture.

Sur la dernière facture émise à la fin du marché, préciser « dernière facture valant solde du marché ».

III / CLAUSES TECHNIQUES

1. Contexte

En 2019, dans le cadre de l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), Nîmes Métropole a réalisé un bilan des émissions de gaz à effet de serre dit réglementaire « patrimoine et compétences ».

L'agglomération s'est également engagée en 2021 dans une demande de labellisation Territoire Engagé pour la Transition Ecologique (TETE), volet Climat-Air-Energie.

Nîmes Métropole a arrêté son projet de PCAET par une délibération du 25 septembre 2023.

Afin de pouvoir déposer son dossier de candidature auprès du Comité National du Label, Nîmes Métropole doit mettre à jour son bilan des émissions de gaz à effet de serre « patrimoine et compétences » et y intégrer les nouvelles obligations réglementaires. En effet, depuis le 1er janvier 2023, il est désormais obligatoire de comptabiliser aussi les émissions indirectes de gaz à effet de serre du scope 3.

2. Cadrage de l'étude

Le projet sera piloté par la Direction Générale Adjointe Environnement et Mobilité. Plus précisément, la chargée de mission PCAET et son responsable seront les principaux interlocuteurs du prestataire : les « pilotes ».

Le portage politique sera assuré par l' élu délégué au PCAET, ainsi que par l' élu Président de la commission environnement.

3. Collecte, analyse et traitement des données

Pour mettre à jour les émissions de gaz à effet de serre et intégrer les émissions issues du scope 3, le prestataire doit utiliser des informations détenues par Nîmes Métropole. Le prestataire en définit le type et le format et assure avec les pilotes, le rôle d'animateur de collecte de ces données.

Des entretiens seront organisés, en présence du prestataire et des pilotes, avec les différentes directions de l'agglomération afin d'organiser cette collecte.

4. Restitution du bilan

La présentation des résultats devra faire l'objet d'une attention soignée que Nîmes Métropole bénéficie :

- D'un aperçu rapide du profil carbone global de sa collectivité ;

- D'une lecture stratégique pertinente via l'agrégation ou l'affinement de certains postes ou sous postes ;
- D'extractions standards ou personnalisées, qui seront définies en amont selon les besoins de Nîmes Métropole.

La restitution devra se faire en concertation avec la collectivité avec pour objectif final de mettre lumière les axes de réduction des émissions. Les graphiques seront donc commentés et analysés pour éclairer la collectivité dans cette perspective.

Une comparaison avec les résultats issus du bilan de 2019 sera réalisée.

5. Définition du plan de transition

Le plan de transition devra être cohérent avec l'axe 10 du PCAET.

Les préconisations seront co-construites avec la collectivité et partagées par les principales parties prenantes afin d'aboutir à une bonne appropriation du plan d'actions et une meilleure efficacité dans le passage à l'acte.

Le mode de présentation du plan d'action devra favoriser son opérationnalité et son appropriation par le maître d'ouvrage.

Chaque action sera caractérisée par :

- Une estimation quantitative :
 - du gain potentiel en eqC02
 - du gain potentiel en Euros économisés
 - des ressources humaines et financières nécessaires à son application ;
- Une estimation qualitative de la difficulté de mise en œuvre grâce à :
 - une estimation des ressources humaines et financières nécessaires
 - une analyse de la nature de la modification (changement de comportement, réorientation du cœur de métier, etc.).

Un calendrier opérationnel global sera également proposé au regard des caractéristiques précédemment citées.

Afin d'illustrer le plan d'actions, différentes simulations de réductions devront être proposées grâce aux fonctionnalités des tableurs.

6. Rédaction du rapport stratégique

Les résultats des investigations réalisées dans le cadre du bilan seront consignés dans un rapport. Ce rapport contiendra notamment :

- Un bref exposé des enjeux pour la collectivité du projet de quantification des émissions de gaz à effet de serre et de la dépendance aux énergies fossiles.
- Le champ d'investigation défini par le maître d'ouvrage.

- Des hypothèses retenues, des investigations menées et des approximations effectuées (avec leurs argumentations) lors du traitement des données.
- Des origines et sources de chaque donnée collectée.
- Du bilan global des émissions et des extractions de résultats qui ont permis de mettre en évidence les axes stratégiques de réduction. Ainsi que des éventuelles simulations monétaires proposées en concertation avec Nîmes Métropole.
- Des propositions à destination de Nîmes Métropole sur les marges de progrès dont elle dispose pour améliorer son bilan d'émission de gaz à effet de serre. Elles seront accompagnées de renseignements sur les coûts associés et sur la faisabilité stratégique et économique au regard des impératifs et contraintes de Nîmes Métropole.
- Du document – type Powerpoint – ayant servi à la présentation finale des résultats à Nîmes Métropole.
- De la synthèse d'environ 4 pages – spécifiquement rédigée pour une diffusion auprès des élus et organes décideurs de Nîmes Métropole.

IV / MODALITES DE LA MISE EN CONCURRENCE

Date d'envoi du présent avis à la publication :

Consultation envoyée le : 26 février 2024

Date limite de réception des offres :

Les offres doivent être parvenues à Nîmes Métropole le : **15 février 2024 à 12h00**

Les modalités de remise des plis sont définies à l'article 4.5 du présent document.

Article 4.1 - Conditions de la consultation :

Article 4.2 - Modalités de présentation des candidatures et des offres :

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en **langue française** et exprimées en **EURO**.

Chaque candidat devra produire un dossier comprenant les pièces suivantes :

- Le présent document **valant** marché et son(es) annexe(s) éventuelle(s) en cas de sous-traitance, dont la partie I (engagement financier du candidat) est à compléter et dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de chaque entreprise ;
- Un mémoire technique établi par le candidat et précisant notamment la pertinence des moyens humains affectés à la réalisation des prestations et la pertinence de la méthodologie adoptée pour l'exécution des prestations ;
- La DPGF ;
- Les attestations et certificats suivants, prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales :
 - Une attestation de régularité fiscale ou formulaire n°3666, justifiant de la régularité de sa situation fiscale (impôt sur le revenu, sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée) de moins de 3 mois ;
 - Les déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, délivrées par l'URSAFF (attestation de vigilance) ou la mutuelle sociale agricole (MSA) le cas échéant, de moins de 3 mois ;
 - Pour les entreprises employant au moins 20 salariés : un certificat (DOETH) attestant de la régularité de sa situation au regard de l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés (Agefiph), de moins d'un an ;
 - Le certificat de cotisations retraite, délivré par l'organisme Pro BTP, le cas échéant, de moins de 3 mois ;

- Un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat de moins de 6 mois (*lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés*).

Article 4.4 - Analyse des offres :

4.4.1 – Négociation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'engager des négociations avec l'ensemble des candidats ayant remis une offre, y compris celles irrégulières et inacceptables (*l'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse*). Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra attribuer le marché public sur la base des offres initiales, sans négociation. Il procèdera alors au classement des offres conformément aux critères de choix.

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable, notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché public tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Le principe d'égalité de traitement entre les candidats interdit cependant d'engager les négociations, avec un candidat ayant remis une offre inappropriée, assimilée à une absence d'offre (une offre inappropriée est une offre sans rapport avec le marché public parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et aux exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation).

En cas de négociation, celle-ci sera menée sous la forme d'un ou plusieurs échanges électroniques **sur le profil acheteur <http://www.marches-securises.fr>**, ou par courriel. Elle pourra porter sur toutes les composantes de l'offre des candidats.

Les candidats devront dans ce cadre, obligatoirement répondre aux demandes figurant à chacun des courriers de négociation adressés par le pouvoir adjudicateur. Celui-ci précisera l'ensemble des documents ou compléments à fournir ainsi que les délais dans lesquels ces éléments devront être apportés. L'absence de réponse à la demande de négociation dans les délais fixés entraînera l'irrégularité de l'offre des candidats concernés.

A l'issue de la négociation et après avoir écarté les offres irrégulières ou inacceptables au sens des articles L.2152-2, L. 2152-3 et R.2152-1 du Code de la

Commande Publique, le pouvoir adjudicateur procédera au classement des offres conformément aux critères de choix.

Si aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée ou seules des offres inappropriées ont été déposées, le pouvoir adjudicateur passera un marché sans publicité préalable et sans mise en concurrence pour autant que les conditions initiales du marché ne soient pas substantiellement modifiées.

4.4.2 - Informations complémentaires – Echanges avec les candidats

Pour chaque étape de la procédure après la date limite de remise des offres, **tous les échanges effectués avec les candidats seront faits électroniquement via le profil acheteur de la collectivité (www.marches-securises.fr)** ou par courriel.

Afin de recevoir les différents courriers, l'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils devront inscrire **une adresse mail** valide sur la plateforme de dématérialisation pour les plis transmis électroniquement et sur l'acte d'engagement pour l'ensemble des offres.

Les échanges peuvent concerner les éventuelles demandes de compléments, de précisions, de régularisation, les négociations si elles sont prévues par le présent règlement, l'information des candidats non retenus, la notification du marché et les éventuelles informations de décision de déclaration sans suite sans que cette liste ne soit exhaustive.

4.4.3 – Jugement des offres

Les offres devront être conformes aux prescriptions des clauses techniques.

Pour une bonne compréhension de l'offre, des demandes de précisions ou de compléments pourront être effectuées. Elles ne doivent pas avoir pour effet de modifier de manière substantielle la proposition initiale.

Offres anormalement basses :

Si une offre paraît anormalement basse, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter par décision motivée après avoir demandé par écrit les précisions qu'il juge utiles et vérifié les justifications fournies.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

TABLEAU A ADAPTER EN FONCTION DE L'OBJET DU MARCHE

(Différents critères peuvent être utilisés : prix, valeur technique, caractère esthétique et fonctionnel, performances en matière de protection de l'environnement, rentabilité, caractère innovant, réduction de délai ... Ces critères sont à adapter en fonction de l'objet du marché).

Critère	Sous critère	Note	Coefficient de pondération
---------	--------------	------	----------------------------

Valeur technique	Pertinence des moyens humains affectés à la réalisation des prestations	05/10	0,60
	Pertinence de la méthodologie adoptée pour l'exécution des prestations	05/10	
Prix	Pas de sous-critère	/10	0,40

Notation

Prix	10 X (offre du moins disant* / offre étudiée)	
-------------	---	--

Article 4.5 - Conditions d'envoi ou de remise des offres :

4.5.1 – Voie postale

Les candidats peuvent transmettre leur offre sous pli cacheté. L'enveloppe portera les mentions suivantes :

Adresse à porter sur l'enveloppe :	
<p>Nîmes Métropole DGA Mobilité et Environnement Direction Equipements et projets Pôle Climat Energie 3 rue du Colisée -30947 Nîmes cedex 9</p>	
Objet de la consultation :	MISE A JOUR DU BILAN CARBONE REGLEMENTAIRE ET ELABORATION DU PLAN DE TRANSITION DE NIMES METROPOLE
<i>"NE PAS OUVRIR avant l'ouverture des plis"</i>	

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres et à l'adresse ci-dessus énoncées.

4.5.2 – Voie électronique

Les candidats peuvent remettre leur offre par voie électronique à l'adresse suivante : <http://www.marches-securises.fr>.

Le choix du mode de transmission est irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à tous les documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Par contre, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Conditions de présentation des plis électroniques : fichiers distincts dont l'un comporte les pièces de la candidature et l'autre, les pièces de l'offre, dans le cadre d'une seule enveloppe. Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : le format PDF (.pdf), format bureautique propriétaire de Microsoft (.doc ou .docx pour les textes ; .xls pour .xlsx pour les feuilles de calcul ; ppt ou pptx pour les présentations de diaporama), format propriétaire DWG pour les plans ou dessins techniques ou le format propriétaire DWF (.dwg), les formats images JPEG, PNG ou TIFF/EP pour les photographies, pour les images (.jpg, .png, .tif), le format de compression de fichiers ZIP (.zip), ou formats équivalents.

Il est recommandé de compresser les fichiers, en utilisant des logiciels du type 7-zip ou .zip.

Les frais d'accès au réseau sont à la charge de chaque candidat.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

A l'attention des candidats :

Il est vivement conseillé de tester la plateforme de dématérialisation quelques jours avant la remise des offres.

Aucun délai supplémentaire ne sera accordé pour l'envoi des offres volumineuses.

Article 4.6 - Renseignements complémentaires :

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres**, une demande écrite sur le profil acheteur à l'adresse URL suivante : www.marches-securises.fr.

Article 4.7 : Dispositions applicables au candidat retenu :

Signature de l'attributaire

La signature de l'acte d'engagement par l'attributaire vaut engagement sur l'ensemble des pièces contractuelles du présent marché. Le pouvoir adjudicateur préconise la signature électronique.

4.7-1 - Signature en original papier

Si l'attributaire ne possède pas un certificat de signature électronique conforme aux modalités décrites ci-dessous, l'attributaire devra transmettre le document unique en original papier dûment signé par la personne habilitée à engager la société.

4.7-2 - Signature Electronique

Si l'attributaire possède un certificat de signature électronique répondant aux exigences ci-dessous, le présent marché peut être signé électroniquement entre Nîmes Métropole et l'attributaire.

La signature électronique doit respecter les modalités suivantes :

L'acte d'engagement doit être transmis dans des conditions qui permettent d'authentifier la signature du candidat selon les exigences posées aux articles 1316 à 1316-4 du Code civil.

L'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics impose l'utilisation de certificats de signature. Le certificat de signature électronique (CSE) est l'équivalent numérique de la signature manuscrite. Il est nominatif, délivré à une seule personne et non à une société. Le CSE permet à la fois d'identifier le signataire de façon nominative, de garantir l'intégrité du document et engage le signataire.

Le CSE doit être conforme au référentiel général de sécurité. Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.